

Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

ÉDITORIAL

En novembre se tient traditionnellement la semaine de la solidarité internationale et les sollicitations sont nombreuses pour le CADTM. Vous verrez également dans les pages qui suivent que l'actualité de la dette est particulièrement riche, tant en Amérique latine (Cuba, Paraguay, Bolivie) qu'en Afrique (Nigeria, Congo), sans compter le triste sort réservé au peuple palestinien et aux migrants africains aux portes de l'Europe, les catastrophes naturelles dont les conséquences sont bien peu naturelles et le prochain sommet de l'OMC à Hong-Kong en décembre. Autant de sujets sur lesquels toute l'équipe du CADTM reste mobilisée pour informer et agir.

▮ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

FLORILÈGE

"Pendant la revue du Programme pour Madagascar, la Banque [mondiale] a fait état d'un portefeuille de un milliard de dollars pour l'Ile dont près de 400 millions sont déjà débloqués. Un chiffre effarant mais dont les résultats font l'unanimité des intervenants : les impacts restent invisibles sur le terrain."

L'EXPRESS DE MADAGASCAR, 12 OCTOBRE 2005

"Il n'y a qu'un moyen, pénible, pour sortir de la crise : des privatisations, moins d'intervention de l'Etat dans l'économie et une plus grande souplesse dans la fixation des prix et des revenus."

MILTON FRIEDMAN, PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE,
À PROPOS DE L'ALLEMAGNE

"La retraite obligatoire est incompatible avec une politique générale cherchant à abolir la barrière de l'âge pour l'emploi et à offrir aux travailleurs un plus grand choix sur la décision d'arrêter de travailler."

OCDE

NOUS AVONS SIGNÉ

+ L'appel à manifester devant l'ambassade du Maroc face au traitement inhumain réservé aux **migrants africains** par les autorités espagnoles et marocaines à Ceuta et Melilla.

+ La prochaine campagne d'Agir Ici, pour un traité international sur le **commerce des armes**.

+ La prochaine campagne des Amis de la Terre sur les **banques privées françaises** et leurs impacts en matière d'énergie et de changement climatique.

AGENDA

3 novembre, Grau-du-Roi (30) : intervention du groupe de Nîmes après le film *Le cauchemar de Darwin*.

4 novembre, Gennevilliers (93) : intervention de Julie Castro après le film *Djourou*.

4 novembre, Les Mureaux (78) : intervention de Damien Millet après le film *Le Cauchemar de Darwin*.

8 novembre, Paris (5e) : intervention de Damien Millet aux mardis de l'AFASPA, à 19h.

9 novembre, Pontault Combault (77) : intervention de Jérôme Duval après le film *Le Cauchemar de Darwin*.

9 novembre, Nantes (44) : intervention de Claude Quémar à la Maison des citoyens du monde.

10 novembre, Aix-en-Provence (13) : intervention du groupe d'Aix sur les annonces du G8 après un film sur le Ghana.

14 novembre, Alençon (61) : intervention de Damien Millet, à 20h30.

17 novembre, Calais (62) : intervention de François Mauger après le film *Life and Debt*.

17 novembre, Angers (49) : intervention de Claude Quémar avec la CASI 49.

18 novembre, Brioude (43) : intervention de Damien Millet lors des Journées Nord/Sud.

19 novembre, Paris (3e) : intervention de Renaud Savéan, avec Survie et BPEM.

19 novembre, Clamart (92) : intervention de Julie Castro sur le thème *"Du don au développement durable"*, à 18h.

20 novembre, Cergy (95) : intervention de Damien Millet après la pièce *Elf la pompe Afrique*, de Nicolas Lambert.

21 novembre, Angers (49) : intervention de Julie Castro après le film *Djourou*.

25 novembre, Montpellier (34) : intervention du gr. Nîmes à la Maison du Tiers Monde.

26 novembre, Paris : CA du CADTM France.

29 novembre, Colombes (92) : intervention de Jérémie Bazart après le film *Le Cauchemar de Darwin*.

1er décembre, Bourg-en-Bresse (01) : intervention du groupe de Lyon avec la FAC.

3 décembre, Montreuil (93) : séminaire organisé par la commission *"Dette et régulations financières internationales"* d'Attac.

6 décembre, Tours (37) : intervention de Claude Quémar avec le Réseau Afrique 37.

L'ORDRE NÉOLIBÉRAL DERRIÈRE LES MULTIPLES DÉSORDRES NATURELS

L'année 2005 a commencé par un tsunami faisant 300 000 morts sur le pourtour de l'Océan Indien (Indonésie, Sri Lanka, etc.). Plus récemment, fin août, le cyclone Katrina a dévasté une partie de la Louisiane et du Mississippi (Etats-Unis), provoquant la mort de plus de 1 100 personnes parmi les plus pauvres, laissant environ un million d'autres sans abri (sans compter Rita et Wilma dans les semaines suivantes). En octobre, la tempête tropicale Stan a ravagé une partie de l'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Nicaragua) et du Mexique, faisant plus de 2 000 morts et affectant au moins 3,5 millions de personnes dans la région. Simultanément, un séisme dévastait une partie du Cachemire (Pakistan, Inde) ; les estimations s'élèvent à environ 50 000 morts, 80 000 blessés et 2,5 millions de sans-abri. N'est-ce là qu'une succession de désordres naturels exceptionnels qui dépassent les frères êtres humains que nous sommes ? Au-delà des questions liées au dérèglement climatique, les choix politiques et économiques ne sont-ils pas en cause également ?

Le nombre des catastrophes naturelles recensées par décennie a été multiplié par 2,5 entre les années 1970 et les années 1990. Pour la décennie en cours, l'accélération est impressionnante. Certaines régions du globe sont plus concernées que d'autres : les Caraïbes, l'Amérique centrale, la zone méditerranéenne, l'Iran, l'Asie du Sud... Mais comparativement, les pays pauvres sont plus touchés. Entre 1992 et 2001, les pays à faible indice de développement humain ont connu 20 % des catastrophes recensées mais ont enregistré la moitié des décès qui y sont liés. Les catastrophes font plus de victimes dans les pays pauvres : lors de la décennie écoulée, chacune d'elles a entraîné en moyenne 44 décès dans les pays développés, contre 300 dans les pays à faible indice de développement humain.

Les destructions causées par les catastrophes naturelles prennent des proportions gigantesques dans les pays pauvres. Dans les années 1990, selon la Banque mondiale, les catastrophes ont amputé le PIB du Nicaragua de 15 % et celui de la Jamaïque de 12 %. Les économies des pays touchés sont mises à rude épreuve, mais elles sont déjà fragilisées en amont, bien avant le déclenchement de la catastrophe. Le monde globalisé s'est privé des moyens de protéger les populations exposées au nom d'une idéologie néolibérale irresponsable. La dette en a été le vecteur.

Dans les années 1960-70, l'endettement des pays du Sud est encouragé par les créanciers privés du Nord (dont les coffres regorgent de liquidités), par les gouvernements des pays riches (qui proposent des prêts conditionnés par l'achat de leurs marchandises) et par la Banque mondiale (qui lance, sous la présidence de Robert McNamara, une politique offensive d'incitation à l'endettement pour renforcer les alliances stratégiques du bloc occidental - Suharto en Indonésie, Mobutu au Zaïre, Pinochet au Chili, etc.). L'augmentation brutale des taux d'intérêts, initiée aux Etats-Unis en 1979, multiplie les sommes à rembourser, alors que la surabondance de matières premières exportées par le Sud entraîne une baisse sévère des cours. En août 1982, la situation devient intenable : c'est la crise de la dette.

Le Fonds monétaire international (FMI) consent alors de nouveaux prêts aux pays exsangues, qui, en contrepartie, sont contraints d'appliquer des réformes économiques draconiennes dictées par le FMI : les « programmes d'ajustement structurel », impliquant réduction drastique des budgets sociaux, suppression des subventions aux produits de base, augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), privatisations massives, libéralisation de l'économie et mise en concurrence déloyale des producteurs

locaux avec les multinationales... Leur objectif est d'attirer les capitaux étrangers et de réduire les dépenses de l'Etat pour lui permettre de rembourser la dette. Ne tenant aucun compte des besoins humains et sociaux, ils ont entraîné une paupérisation accrue et une augmentation des inégalités dans la totalité des régions où ils ont été docilement appliqués. Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale et prix Nobel d'économie, explique pourquoi des mesures aussi néfastes pour les populations ont été imposées avec autant de force : « *Si l'on examine le FMI comme si son objectif était de servir les intérêts de la communauté financière, on trouve un sens à des actes qui, sans cela, paraîtraient contradictoires et intellectuellement incohérents.* »

Les coupes claires dans les budgets sociaux aboutissent à une sclérose, voire une suppression, des organismes susceptibles de travailler à réduire les risques, d'alerter efficacement ou de répondre à l'urgence. Cette désorganisation est donc structurelle. Avec un autre type d'organisation sociale, en juillet dernier, au moment de l'ouragan Dennis (de force 4, comme Katrina), les autorités cubaines ont pu évacuer 1,5 million de personnes et établir 2 200 structures d'accueil ; il n'y a eu que 16 morts. Le faible nombre de victimes est dû à la mobilisation de l'armée, de la protection civile, mais aussi de nombreuses structures sociales (syndicats, comités de quartier, coopératives) s'appuyant notamment sur une diffusion rapide de l'information et sur un réseau de volontaires mobilisés très vite. Ailleurs, l'hémorragie de capitaux due à la dette et l'affaiblissement continu de l'Etat, orchestré par les institutions financières internationales, exposent les populations les plus fragiles à des risques démesurés.

La déforestation à grande échelle joue également un rôle central. Elle résulte souvent de la surexploitation des richesses naturelles (l'exportation de bois rares est une source précieuse de revenus) ou est une conséquence directe de la pauvreté, puisque les populations démunies sont souvent contraintes de déboiser les flancs des montagnes ou les pentes des volcans, pour pratiquer l'élevage ou pour planter du maïs, du café... Le bois est alors utilisé pour le chauffage ou transformé en charbon. Les montagnes déboisées ne retiennent plus l'eau, les dégâts causés par un cyclone s'en trouvent multipliés et les glissements de terrain mutilent la région.

Les conséquences des catastrophes naturelles sont donc liées à l'histoire politico-économique et à l'organisation de la société sur laquelle elles s'abattent. Or les politiques imposées par le FMI et la Banque mondiale de par le monde sapent les fondements de toute organisation sociale efficace et toute prise en compte de l'intérêt collectif. Pour continuer à imposer leur domination sur la planète, ces institutions laissent croire à tort qu'elles élaborent une solution à un problème dont elles sont fondamentalement la cause. C'est ainsi que la Banque mondiale a offert 40 millions de dollars au Pakistan dernièrement, alors que le Pakistan rembourse plus de 500 millions de dollars chaque année à la Banque mondiale.

L'outil de domination qui permet cela doit être brisé pour que ces pays souverains puissent enfin se doter de véritables moyens de prévention et de réaction face à ces catastrophes. Dès lors, l'annulation totale et inconditionnelle de la dette de tous les pays en développement et l'abandon des politiques d'ajustement structurel s'imposent. Il ne s'agit pas ici de charité. Ces catastrophes sont des révélateurs des profondes béances du modèle économique néolibéral. Elles doivent ouvrir les yeux de chacun d'entre nous, au Nord et au Sud, et nous inciter à peser bien davantage dans les choix qui sont faits en notre nom. Derrière un chaos apparent, opère une logique implacable, qu'il faut comprendre et combattre.

■ DAMIEN MILLET

RÉSISTANCES ANTI-DETTE À CUBA

Voici le petit compte-rendu d'une profane qui a assisté, dans la délégation CADTM, à la conférence Sud/Nord sur la dette, qui s'est tenue à La Havane (Cuba) du 28 au 30 septembre 2005.

Vingt ans auparavant, dans ce même Palais des Congrès de la Havane, s'étaient déjà réunies plusieurs conférences sur le thème : *"la dette ne peut pas être remboursée"* (la crise de la dette s'était déclenchée en 1982 et avait principalement affecté l'Amérique latine et les Caraïbes). Fidel Castro avait insisté sur le fait qu'il ne fallait pas payer cette dette. Il avait affirmé dès 1985 que cette dette n'avait pas de fondement légal et qu'elle était non seulement immorale et injuste, mais aussi impayable. Il avait dénoncé les programmes d'ajustement structurel, portant préjudice au processus démocratique et minant la souveraineté populaire.

Les conférences de 2005 ont été l'occasion de la rencontre de nombreuses organisations mobilisées face à la domination de la dette, notamment la coalition Jubilé Sud, le réseau CADTM, l'Alliance des peuples du Sud créanciers de la dette écologique, Afrodad (Zimbabwe), KAIROS (Canada), SLUG (Norvège), l'Observatoire de la dette dans la globalisation (Espagne), 50 years is enough (Etats-Unis), Christian Aid (Grande-Bretagne), le Conseil Mondial des Eglises, la Fédération luthérienne mondiale, Eurodad, Action Aid (Grande-Bretagne), Debt & Development (Irlande), Jubilee Debt Campaign (Grande-Bretagne), Dette et Développement (France).

Dès le discours introductif, le prix Nobel de la Paix argentin Adolfo Perez Esquivel a bien résumé les débats qui allaient suivre : la dette est une mécanique de domination ; les peuples du Sud sont les véritables créanciers d'une dette massive, juridique, écologique, morale, sociale, financière et historique ; les dirigeants du Sud sont complices et trahissent leurs peuples ; les conditions de vie des populations se dégradent ; les pays riches vivent en "démocrature" alors que le Sud subit holocaustes sociaux et bombes atomiques silencieuses qui tuent chaque jour plusieurs milliers de personnes...

Cette rencontre a représenté un réel tournant dans la campagne mondiale contre la dette, apportant un vrai rapprochement des activités.

L'exigence de l'annulation totale et inconditionnelle de la dette a été répétée par de nombreux intervenants. L'exemple de l'Argentine a été développé, prouvant qu'un pays pouvait suspendre de manière prolongée le paiement de la dette. Mais cette cessation de paiement n'a été due qu'à une impossibilité d'honorer la dette et non à une posture plus radicale sur l'illégitimité de la dette.

Pousser dans le sens de la réalisation d'audits est indispensable pour pouvoir déterminer les responsabilités à tous les niveaux et dans tous les domaines. L'action juridique est donc porteuse d'énormes espoirs.

La question des conditionnalités a suscité un débat très vif.

Certaines organisations sont favorables aux "conditionnalités positives", afin de contrôler l'utilisation des sommes libérées par l'annulation. Jubilé Sud et le CADTM s'y opposent fermement, arguant que seules les populations du Sud doivent avoir un tel droit de regard.

De façon surprenante puisqu'aucun débat récent sur ce thème n'a eu lieu en son sein, la plate-forme française Dette et Développement, représentée par Jean Merckaert, défendait une position opposée et la réprobation des intervenants présents en plénière fut assez bruyante...

Les ateliers thématiques ont permis de dégager quatre axes centraux de mobilisation : des jour-

nées communes d'action ; une campagne mondiale contre la dette odieuse, y compris un soutien aux démarches de répudiation ; des audits citoyens de la dette ; la multiplication d'actions légales pour amener les responsables des dettes illégales, voire de crimes liés à la domination de la dette, devant les tribunaux.

Même si la situation n'a guère progressé en notre faveur depuis 20 ans en comparaison des efforts accomplis, l'apparition de mouvements sociaux forts, dans la démarche impulsée par les forums sociaux, est un pas important vers l'éveil nécessaire des peuples. L'unité qui s'est dégagée à Cuba est une raison supplémentaire d'optimisme.

■ MARIE-FRANCE BOUCHOUX

OMC, 10 ANS ÇA SUFFIT !

Du 13 au 18 décembre se tiendra à Hong-Kong la sixième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Après l'échec de Cancun en 2003, les grandes puissances espèrent bien relancer le processus de libéralisation des marchés dans des secteurs vitaux pour des centaines de millions d'habitants de notre planète. Il s'agit, entre autres, des services – dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) –, de l'agriculture et de l'accès aux marchés non agricoles. Face au danger que représente selon nous cette conférence, le CADTM France s'est associé à la campagne « OMC, 10 ans ça suffit », forte de 24 organisations, initiée par Artisans du monde et la Confédération paysanne. Fait notoire dans la guerre sémantique qui accompagne la guerre économique et financière en cours, la libéralisation est un mot à connotation positive dans le discours dominant alors qu'elle consiste en l'abolition de toute forme de protection, le fameux « renard libre dans un poulailler libre ». Voilà pourquoi les ministres des Finances des pays les plus riches (le G20), réunis en Chine à la mi-octobre, ont écrit dans leur communiqué : « Nous exhortons toutes les parties concernées à donner l'impulsion nécessaire pour promouvoir la libéralisation du commerce et combattre le protectionnisme. » Alors soyons clairs : non à la libéralisation prônée par l'OMC, oui au protectionnisme pour protéger les intérêts vitaux des peuples du monde. Mais quel pays présent à Hong-Kong aura le courage de dire non ?

■ DAMIEN MILLET

DETTE ODIEUSE AU PARAGUAY

En août 2005, le gouvernement paraguayen a refusé le paiement des dettes contractées sous la dictature de Alfredo Stroessner auprès des banquiers privés. La juridiction suisse, où des créanciers ont porté plainte, leur a donné raison et a condamné l'Etat paraguayen à la rembourser intégralement. La décision du gouvernement paraguayen a été ferme : par le décret 6295, adopté le 26 août 2005, l'Etat paraguayen a considéré que ces dettes étaient illicites et que l'Etat n'avait aucune obligation de les rembourser.

Cette dette odieuse a été dénoncée par le président paraguayen dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU le 3 octobre 2005 : *«Cet acte frauduleux a été le fait des fonctionnaires d'une dictature corrompue qui, en collusion avec un groupe de banques internationales, cherchent à nous dépouiller de ressources dont en toute urgence notre pays a besoin.»*

Entre 1986 et 1987, le Consul paraguayen à Genève, Gustavo Gramont Berres, a demandé un prêt de 85 millions de dollars au nom du gouvernement dictatorial de Stroessner, au pouvoir depuis 1954 (il sera renversé en 1989). Le prêt a été octroyé par l'Overland Trust Bank de Genève alors que Gramont n'avait aucun pouvoir légal pour demander un tel prêt au nom de l'Etat. Mais avant sa disparition, Overland Trust a vendu les titres de la dette à des banques qui ont alors demandé le remboursement intégral. Devant la réponse négative, elles ont porté plainte contre l'Etat paraguayen en 1995 devant les tribunaux suisses pour non-exécution de contrat. Gramont Berres, poursuivi pénalement au Paraguay et finalement condamné à des peines de prison, a avoué devant le juge avoir reçu 6 millions de dollars de commission de la part d'Overland Trust.

Les banques impliquées sont les suivantes : Banca di Roma International (Luxembourg), Banca Popolare di Milano (Italie), Banque Bruxelles Lambert (succursale Suisse), Cassa di Risparmio di Torino (succursale Londres), DG Bank (Suisse), Mecfint (Jersey), Republic National Bank of New York (Italie), San Paolo Lariano Bank SA (Luxembourg), Union de Banques Arabes et Françaises (France) et BNP Paribas (France). Cette dernière a renoncé à l'action au cours de la procédure.

La dette contractée par le Consul à Genève au service de la dictature est de toute évidence une dette odieuse. Elle est donc frappée de nullité absolue. L'Overland Trust et, postérieurement les acquéreurs des titres de la dette, ne pouvaient ignorer qu'il s'agissait d'un prêt octroyé à un régime illégal. A cela s'ajoute le fait de la corruption, reconnu au cours du procès de Gramont Berres. Les créanciers privés ne possèdent aucun titre légal pour demander le paiement.

En ce sens, l'acte de répudiation de l'Etat paraguayen est fondé en droit international. Le régime constitutionnel en place n'a aucune obligation de remboursement. L'argument de la continuité de l'Etat est substantiellement irrecevable car il s'agit d'un acte nul.

Tenons compte aussi du fait que la décision du tribunal suisse est un acte internationalement illicite car il a écarté systématiquement les preuves apportées par le Paraguay. Le tribunal a agi en droit international en tant qu'organe de l'Etat. De ce fait, c'est la responsabilité internationale de l'Etat suisse qui est engagée, ce qui ouvre la voie à la possibilité d'un recours devant la Cour internationale de justice (CIJ). Les mouvements sociaux paraguayens devraient demander au gouvernement en place qu'il porte effectivement l'affaire devant cette juridiction internationale. De même, la responsabilité des banques privées peut être engagée à travers

des poursuites civiles et pénales devant les tribunaux paraguayens compétents.

Sur le plan politique, l'acte du gouvernement paraguayen montre qu'un gouvernement peut invoquer le caractère frauduleux de la dette externe, y compris par décret, ce qui constitue un acte unilatéral de l'Etat, considéré par la CIJ comme source de droit.

Espérons simplement que d'autres gouvernements latino-américains feront de même.

■ HUGO RUIZ DIAZ BALBUENA

BRÈVES

+ Devisons...

Les pays en développement regorgent actuellement de **réserves en devises**, bien au-delà des besoins. A la fin août 2005, l'Asie en possédait 2 620 milliards de dollars, soit 64% des 4 100 milliards de dollars à l'échelle mondiale. La Chine en détenait 711 milliards de dollars, soit 3,5 fois le montant de sa dette extérieure (194 milliards de dollars). Taiwan possède 250 milliards de dollars en devises, suivi de la Corée du Sud avec 202 milliards, la Russie 152, l'Inde 130, la Malaisie 78, le Mexique 70, le Brésil 60, la Thaïlande 48. L'Afrique en détient 159 milliards, répartis à égalité entre l'Afrique du Nord (surtout l'Algérie) et l'Afrique subsaharienne. Puisqu'ils sont créanciers nets de la première puissance mondiale, de nombreux pays du Sud auraient largement de quoi faire pression sur les grandes puissances pour changer les règles du jeu international en faveur des pays en développement et de leurs peuples, 50 ans après le sommet des non-alignés de Bandoeng. Ils pourraient en principe se passer totalement du FMI en remboursant ce qui lui est encore dû. Ils pourraient créer un fonds de soutien aux pays plus pauvres pour leur permettre de se désendetter très rapidement. Ils pourraient adopter une politique modérée - rembourser de manière anticipée les dettes avec une importante décote - ou une politique radicale - répudier la dette et appliquer un ensemble de politiques rompant avec le néolibéralisme. Mais l'écrasante majorité des dirigeants actuels du Sud sont totalement soumis au modèle néolibéral et défendent les intérêts des classes dominantes locales. Seule l'irruption des peuples sur la scène historique pourrait changer le cours des choses, car comme l'a dit le président du Venezuela, Hugo Chavez : *« Le seul moyen d'éradiquer la pauvreté est de donner le pouvoir aux pauvres »*.



+ La myopie du Gafi

Le Gafi est le Groupement d'action financière, organisme intergouvernemental fondé en 1989 et chargé de la lutte contre les **paradis fiscaux** et le blanchiment de capitaux. Il tient à jour une liste noire de ces paradis fiscaux « non coopératifs ». Tout observateur de la finance mondiale s'attend à y trouver des dizaines de pays, de Monaco au Liechtenstein, des îles Caïmans à Jersey, sans oublier la Suisse et la City de Londres... Eh bien, pas du tout... Le Gafi est myope comme une taupe, à la limite de l'aveuglement volontaire pour ne pas voir ces appendices de l'économie des grandes puissances. La liste ne comporte plus que deux pays : la Birmanie et le Nigeria ! Et encore vont-ils sans doute en sortir bientôt car ils ont adopté les réformes demandées par le Gafi. Conclusion : il n'y a plus de paradis fiscal. Je plaisante. Conclusion : le Gafi se moque ouvertement de nous tous.

■ DAMIEN MILLET

PAS DE RÉPIT EN BOLIVIE !

En Bolivie, depuis le triomphe populaire (et la défaite de l'entreprise multinationale Bechtel) pour la récupération de l'eau à Cochabamba en 2000, les mouvements sociaux ne laissent aucun répit aux néolibéraux. Malgré différentes tentatives de trahison des gouvernements successifs, le peuple bolivien affirme son légitime droit de regard sur les politiques le concernant.

Suite à la "guerre du gaz" en octobre 2003, "El gringo" (surnom donné au président Gonzalo Sanchez de Lozada, en raison de son fort accent américain) a maté la révolte dans le sang et s'est enfui en hélicoptère en pleine nuit, pour un exil doré à Miami. Bien que le Congrès ait autorisé le procès de Sanchez de Lozada et de tous ces ministres pour génocide, crimes économiques contre l'Etat et violation des droits de l'homme, celui-ci ne semble toujours pas inquiété.

Après d'intenses tractations, Carlos Mesa, son vice-président, a pris la relève. Sous la pression du FMI et de la Banque mondiale, en dépit des espoirs suscités, Mesa a cédé aux exigences du capital transnational et a poursuivi les politiques néolibérales : libéralisation de l'économie, protection juridique des investisseurs, accessibilité et usage des ressources naturelles, etc.

Les transnationales pétrolières (dont Total) ont ainsi pu empêcher toute modification de contrat sur le gaz signé pour 40 ans par le gouvernement précédent. En février 2005, les prix de l'essence ont même augmenté brutalement sur injonction du FMI. De plus, dans la loi du 17 mai 2005, il n'a pas été question de nationaliser les hydrocarbures (contrôlés par une douzaine d'entreprises transnationales), ainsi que le peuple le réclamait.

C'en était trop ! Les mouvements sociaux boliviens sont redescendus dans la rue en réclamant à nouveau la nationalisation des ressources énergétiques et la tenue d'une Assemblée constituante afin de procéder à la refonte démocratique du pays. La seconde "guerre du gaz" a commencé... À l'issue d'une journée de manifestation à La Paz qui avait réuni près de 100 000 personnes, acculé par trois semaines de manifestations et de blocages, Carlos Mesa a donné sa démission le 6 juin 2005 alors que son mandat devait se terminer en 2007. C'est le deuxième président à renoncer à ses fonctions en raison de la révolte populaire en deux ans.

Le secrétaire exécutif de la Fédération des mineurs de Bolivie, Miguel Zubieta, a estimé pour sa part que la démission de Mesa ne réglait en rien les principaux problèmes du pays : la pauvreté, qui affecte 7 habitants sur 10, en particulier la majorité indienne, et le chômage.

Le 9 juin, Eduardo Rodriguez, président de la Cour suprême, a remplacé Carlos Mesa à la tête de l'Etat, constituant ainsi un nouveau gouvernement transitoire.

Le 12 juin, les mouvements sociaux ont annoncé une trêve des manifestations et exigé la dissolution du congrès et la tenue d'élections présidentielles et législatives en décembre. Evo Morales, dirigeant du MAS (Mouvement vers le socialisme), semble être en bonne posture pour ces élections même s'il est durement critiqué après avoir soutenu le gouvernement de Carlos Mesa et dangereusement abandonné la revendication de l'Assemblée constituante pourtant réclamée par le peuple en lutte. Malgré tout, le MAS revendique un moratoire sur la dette extérieure bolivienne, la renationalisation des grandes industries et du gaz naturel, le contrôle étatique des grandes propriétés terriennes et la promotion des traditions culturelles indiennes andines et amazoniennes comme alternatives au modèle occidental. Le peuple reste largement mobilisé.

L'économie de la Bolivie repose sur ses ressources naturelles, notamment le gaz naturel qui en fait la deuxième réserve

d'Amérique du sud après le Venezuela. Mais bien que productrice d'hydrocarbures, la Bolivie doit acheter le pétrole raffiné à des compagnies étrangères au prix international qui est au plus haut.

Le pays croule sous une dette extérieure publique de 4,5 milliards de dollars, en nette augmentation depuis deux ans. Bien que classé "pays pauvre très endetté", la Bolivie s'enfoncé dans la pauvreté. Les annonces du G8 en juin ne concernant pas la Banque interaméricaine de développement, important créancier de la Bolivie, le service de sa dette ne devrait baisser que de 26% dans les années à venir. Le problème reste donc entier.

Mais il semblerait qu'en Amérique latine souffle un vent nouveau, où les peuples militent pour une assemblée constituante et la réappropriation de la terre et de ses ressources naturelles (comme l'a déjà fait le Venezuela). Arguant de problèmes techniques d'organisation, le Tribunal national électoral a annoncé fin octobre le report sine die des élections générales prévues le 4 décembre. Selon Evo Morales, en tête des sondages, ce tribunal "dépend de la mafia politique et corrompue du pays" et le report du scrutin "n'empêchera pas le triomphe du peuple". Dans les prochains mois, de nombreux autres pays latino-américains organiseront leurs élections présidentielles. Les mobilisations sociales pourraient réorganiser la vie politique... ■ JÉRÔME DUVAL

UN GESTE POUR LE NIGERIA

Au printemps dernier, le Parlement nigérian s'était mobilisé pour l'annulation de la dette extérieure du pays (35 milliards de dollars). Le président Obasanjo avait fait le tour des principales capitales pour plaider sa cause. Sur les deux dernières années, le service de la dette a représenté 3,4 milliards de dollars. Le Nigeria voulait être partie prenante des annulations annoncées par le G8, le Parlement menaçant même de répudier cette dette.

Rappelons que ce pays de 130 millions d'habitants est le principal producteur de pétrole africain et fait partie des initiateurs du Nepad dont l'un des objectifs est d'attirer des investissements privés en Afrique. L'enjeu économique est donc d'importance.

En juin, le gouvernement du Nigeria annonce donc, en parallèle à l'annulation de la dette multilatérale de 18 pays très pauvres et très endettés, qu'il a négocié une annulation totale de sa dette sans conditions.

Le résultat annoncé par le Club de Paris en octobre est loin de ces annonces. En effet, 67 % de la dette détenue par le Club de Paris serait annulée (soit 18 milliards de dollars sur 30) mais non sans conditions.

Dans un premier temps, le Nigeria doit rembourser ses arriérés (soit 12,4 milliards de dollars !!) dans les 6 mois pour voir annuler 33% de sa dette. En mars 2006, si ces arriérés sont remboursés, 34% de la dette serait annulée. Mais pour arriver à cet accord, le Nigeria a dû accepter de voir contrôler sa politique économique par le FMI (qui n'est pas créancier du Nigeria !), ce qui signifie des politiques qui bénéficieront aux transnationales et aux élites locales aux dépens des populations pauvres. Car si le Nigeria est un pays "riche", 100 millions de ses 130 millions d'habitants vivent avec moins de 1 dollar par jour.

Résultat : le Nigeria va décaisser plus de 12 milliards de dollars en quelques mois, alors que ces arriérés datent de la dictature militaire et sont donc assimilables à une "dette odieuse". Et ce ne sont pas les 460 millions de dollars restitués récemment par la Suisse sur les 2 milliards détournés par l'ex-dictateur Sani Abacha qui permettront au pays de satisfaire les besoins de la population. Les mouvements sociaux nigériens, fortement mobilisés contre les transnationales pétrolières présentes dans le pays qui encaissent des profits énormes au détriment de l'environnement et des populations locales, sont loin de partager l'optimisme du gouvernement. ■ CLAUDE QUÉMAR

UNE DETTE BIEN OBSERVÉE...

Le 10 octobre dernier à Bruxelles, à la Maison des parlementaires, a eu lieu le lancement officiel de **l'Observatoire international de la dette (OID)**. L'idée avait germé, depuis deux ans, de créer cet espace d'information et d'analyse sur la dette. A l'initiative du CADTM, des Economistes de gauche (Argentine) et de bien d'autres, ce projet s'est concrétisé. Il regroupe l'ensemble des campagnes, chercheurs, mouvements sociaux qui travaillent sur ce sujet.

Son objectif : faire circuler le plus largement possible l'information, les analyses, les recherches sur ce thème. Il se veut une *"instance plurielle d'analyse et de recherche sur la problématique de la dette"*.

Si l'Observatoire ne se veut pas un lieu d'initiatives militantes, cela ne l'empêche pas de proposer des indicateurs alternatifs à ceux de la Banque mondiale et du FMI afin d'apporter un appui scientifique aux campagnes "Dette" du monde entier.

Une première formation s'est tenue à Bruxelles du 12 au 14 octobre en présence de représentants de tous les continents. Le CADTM France y était fortement représenté. Nous tâcherons de participer activement, avec le réseau international CADTM, à la vie et aux activités de cet observatoire.

Pour connaître les activités de l'observatoire, le plus simple est de consulter son site : www.oid-ido.org (encore en construction). Les supports de cette formation y sont d'ores et déjà disponibles.

■ CLAUDE QUÉMAR

TRAITES ET RETRAITES AU CONGO

Selon *Le Potentiel*, quotidien de Kinshasa, du 12 juillet 2005, la France viendrait d'annuler une partie de la dette du Congo envers elle. *"L'ambassadeur de France au Congo, Jean-Paul Taïx, a affirmé que l'allègement de la dette publique congolaise est une récompense aux réformes économiques du Congo et à une normalisation durable de ses relations avec la communauté financière internationale. Cet allègement contribue à desserrer la contrainte de l'endettement qui limite considérablement les marges de manoeuvre du Congo dans la gestion de ses finances publiques, puisqu'une grande partie de ses ressources [37,6% en 2005] est affectée au remboursement de sa dette extérieure, au détriment des dépenses permettant d'améliorer les conditions de vie des populations gravement affectées par les conflits."*

Mais, coïncidence : au même moment, il est demandé au Congo de payer d'urgence les retards de retraites de plus de 300 Français ayant cotisé au Congo. Pour cela, 100 millions de FCFA sont nécessaires chaque mois, soit une moyenne d'environ 300.000 FCFA/mois par retraité (458€) alors que la moyenne pour les retraités congolais est de 62.000 FCFA/mois (95€). Ainsi, en ne payant pas ces 300 Français, qui, pour la plupart, avaient de très gros salaires au Congo et qui, bien qu'ayant atteint 55 ans, l'âge de la retraite au Congo, travaillent souvent en France pour obtenir une retraite française, on pouvait payer 1 613 retraités congolais !

De plus, les sommes "annulées" par la France ne sont malheureusement pas des sommes présentes dans les caisses congolaises mais des sommes que le Congo auraient dû payer plus tard : *"Ce montant comprend les arriérés dus au 30 septembre 2004 et les échéances entre le 1er octobre 2004 et le 30 septembre 2007"*. Pourtant, pour remercier du "cadeau", il va bien falloir trouver les sommes et priver 1613 Congolais de leur retraite pendant plusieurs mois !

COUP DE POUCE À ZAPITO

Zapito est un périodique trimestriel d'information politique. Il permet de faire le tour du monde en quelques dépêches dressant le portrait de l'actualité géopolitique. La façon qu'a *Zapito* d'être militant est d'affirmer la nécessité d'une information citoyenne dans le domaine géopolitique. Or les médias informent peu les citoyens sur ces questions, opportunément jugés trop complexes et réservés aux spécialistes. Les médias ne tentent pas d'apporter aux "citoyens du monde" une vision d'ensemble de ce monde, dit pourtant en pleine "mondialisation". *Zapito*, créé en 1998, cherche à la donner. Il livre une information citoyenne réalisée dans le cadre associatif, c'est-à-dire à but non lucratif. Un tel changement dans l'information en général, dans l'information géopolitique en particulier, ne peut s'accompagner que de profonds changements politiques et sociaux.

Au lendemain de la 2ème guerre mondiale, la France, qui sortait d'une longue période de domination de la presse par les puissances d'argent, à laquelle ont succédé la guerre et le fascisme pétainiste, s'était dotée d'un système où l'information était considérée comme un droit et non comme une marchandise. Il avait fallu rien moins qu'une guerre mondiale pour que l'information des citoyens soit soustraite au pouvoir absolu de l'argent.

Aujourd'hui, le journalisme d'information a retrouvé ses propriétaires d'avant-guerre, des groupes privés, parmi les plus nuisibles socialement (des marchands d'armes par exemple). Il n'est donc pas étonnant que le journalisme d'aujourd'hui organise la non-information, voire la désinformation sur les structures de pouvoir et sur les responsabilités de ses patrons. Ces patrons-là ont tout intérêt à nous faire croire que la guerre est nécessaire, que la guerre est juste et "démocratique", voire propre.

Une information citoyenne sur la géopolitique ne peut que tendre à délégitimer la guerre. Toutes ces guerres se font au profit des groupes privés qui sont au coeur de nos économies marchandes et de nos médias.

L' "économie de marché" comme contrat social, que nous vendent les médias dominants, eux-mêmes dominés par les marchands d'armes, est un marché de dupes. Le panorama annuel que fait *Zapito*, pays par pays, ne laisse aucun doute sur le caractère nocif des politiques qui sont globalement menées.

Zapito n'est diffusé que par abonnement : 20€ pour les 4 numéros trimestriels et le spécial de fin d'année ; 30€ pour soutien à la diffusion (donne droit, en plus, à 3 ex. des trimestriels). Chèques à l'ordre d'Association de mots, 4 rue de la République, 76350 Oissel, e-mail : robotsapiens@aol.com

BRÈVE

+ Quelle crise ?

Au premier semestre 2005, les entreprises du CAC40, l'indice de la Bourse de Paris, ont engrangé des profits historiques : 39 milliards d'euros, soit 32% d'augmentation par rapport au premier semestre 2004. Le record est détenu par Total avec 6,3 milliards d'euros (+44%), puis France Télécom avec 3,4 milliards d'euros (+223%), BNP Paribas avec 3,2 milliards d'euros (+27%), suivis de Axa, Société Générale, Renault, Crédit Agricole, Suez, Vivendi, Gaz de France et Sanofi-Aventis au-delà du seuil de 1 milliard d'euros. Les prévisions tablent sur une rentabilité moyenne sur fonds propres de 16%, soit un niveau exceptionnel. Pauvres actionnaires, obligés de se réjouir en silence au moment même où de nouvelles réductions d'impôts sont décidées par le gouvernement de Villepin en leur faveur. Rappelons que le bénéfice semestriel de Total est le triple de la dette extérieure du Niger qui, pendant ce temps, s'est enfoncé dans une famine dramatique...

LA FORTERESSE EUROPE TUE

6 500 personnes sont mortes ces dix dernières années en tentant de traverser entre le Maroc et l'Espagne. Mais l'horreur a gagné un cran en septembre, lorsque les troupes marocaines ont tiré, faisant plus de dix morts. Il nous a semblé utile de reprendre la **déclaration d'Attac Maroc** dont nous partageons l'analyse.

Les enclaves de Ceuta et Melilla, pointes avancées de la présence espagnole en Afrique, offrent aujourd'hui le spectacle hideux et poignant des ravages provoqués par la mondialisation néo-libérale sur le continent africain.

Aux quelques centaines de migrants subsahariens qui sont parvenus, au terme de longues errances à travers déserts et forêts, affaiblis par les privations et les conditions infra-humaines de leur périple, à frapper aux portes du monde développé, l'Europe, secondée par les pays du Maghreb, répond par la répression et les balles, tandis que continuent les disparitions en mer, au large des Canaries ou des côtes andalouses.

Que ces Africains fuient un continent rongé par la faim, l'analphabétisme, les épidémies, les guerres et les dictatures, un continent qui, de plans d'ajustement structurel en accords de libre-échange, s'enfoncé chaque jour davantage dans le non développement, l'Europe n'en a cure et continue à surélever les grillages et déployer des kilomètres de fils de fer barbelés.

Tandis que les grandes puissances, relayées par la Banque mondiale, multiplient les beaux discours sur l'éradication de la pauvreté, c'est à une véritable éradication des pauvres que l'on assiste, à une guerre, armes au poing, contre quelques poignées de malheureux qui tentent, à mains nues et munis d'échelles de fortune, d'escalader la Forteresse Europe.

Que le Maroc, tout comme ses voisins maghrébins, acceptent aujourd'hui, dans le cadre de la politique d'externalisation, de faire le sale boulot de sous-traitant, de multiplier les expulsions forcées, de planifier la construction de centres de rétention, de faire donner l'armée, la police et la gendarmerie contre des hommes, des femmes et des enfants affaiblis et non armés, voilà qui en dit long sur le degré de collusion des gouvernements du Nord et du Sud dans leur combat contre les peuples, alors que leurs propres ressortissants tentent, eux aussi, de fuir le chômage et de gagner au péril de leur vie, la rive Nord de la Méditerranée.

Nous [...] affirmons pour notre part notre condamnation totale de la répression dont sont victimes aujourd'hui, en terre africaine, des êtres humains dont le seul crime est de vouloir trouver du travail et vivre dignement. Nous les assurons de notre pleine solidarité et de notre vigilance par rapport aux dérives racistes qui se font jour.

Nous nous indignons devant les violations répétées du droit des personnes à la libre circulation, du droit d'asile, et du droit à la vie et à la protection, contenus dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi que dans les Conventions internationales.

Nous affirmons notre totale condamnation de l'approche exclusivement sécuritaire du fait migratoire mise en oeuvre par les gouvernements du Nord et du Sud dans le cadre du Partenariat euro-méditerranéen. Face au pillage multi-séculaire de l'Afrique, dans le cadre de la colonisation d'autrefois, et aujourd'hui dans le cadre de l'OMC et des accords de libre échange et des différents accords de partenariat euroafricains, nous réaffirmons que le développement de l'Afrique passe par :

- l'annulation effective et massive de la dette africaine, déjà plusieurs fois remboursée
- l'arrêt immédiat du pillage des ressources africaines par les spéculateurs et les multinationales et la dénonciation de tous les accords bilatéraux et multilatéraux qui l'organisent
- l'arrêt du soutien éhonté dont bénéficient nombre de régimes

non démocratiques, corrompus, dictatoriaux, de la part d'une Europe qui se pose en champion de la démocratie

- le respect du droit des peuples à la souveraineté et à la détermination de ses propres politiques et choix économiques [...]
- l'affectation des aides au développement à la mise sur pied ou l'extension de services publics, tels que l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, qui sont les conditions sine qua non d'un décollage économique.

A quelques semaines de la célébration des accords de Barcelone qui prétendaient vouloir oeuvrer à faire de la Méditerranée une mer de paix, de prospérité et de sécurité partagée, les événements dramatiques de Ceuta et Melilla viennent jeter une lumière crue sur les réalités qui se cachent derrière les beaux discours.

Face aux collusions entre Etats prédateurs, construisons les solidarités entre les peuples.  ATTAC MAROC (GROUPE DE RABAT)

VIVENT LES MIGRANTS !

Après la révolte face au sort réservé aux migrants africains près de Ceuta et Melilla, abordons le sujet des sommes envoyées par les migrants dans leur pays d'origine, qui révèle à lui seul la légèreté du système statistique de la Banque mondiale.

Dans le rapport *Global Development Finance* de 2002, elle estimait les envois des migrants originaires des pays en développement à 53,4 milliards de dollars pour 2001. Première anomalie : cette somme entrait dans "Exportations de biens et de services"...

Si l'on se réfère au rapport *Global Development Finance* de 2005, quelle surprise de constater que le chiffre donné désormais pour la même année 2001 est de... 83,8 milliards de dollars, soit une réévaluation de 57%. Pas mal ! Et pour 2004, le chiffre actuel est de 125,8 milliards de dollars. Une somme gigantesque : quasiment le double de l'aide publique au développement dont les médias des pays riches nous rebattent les oreilles.

Ce n'est pas fini. Selon la Banque mondiale toujours, près de 200 millions de personnes vivent en dehors de leur pays natal et leurs envois de fonds devraient atteindre 225 milliards de dollars en 2005, soit presque le double du chiffre de 2004 alors que les transferts n'ont pas changé à ce point. Principale source de devises dans de nombreux pays, ils ont en fait été très longtemps sous-estimés par la Banque mondiale qui les redécouvre actuellement.

Le rapport "*Migrations internationales, envois de fonds et exode des compétences*" de la Banque mondiale publié le 24 octobre 2005 vient confirmer l'impression : "*Les envois de fonds des travailleurs migrants réduisent la pauvreté dans les pays en développement mais l'exode massif de personnes hautement qualifiées pose des dilemmes troublants à de nombreux petits pays à faible revenu.*"

L'impact positif des migrations sur le développement est contrebalancé par la "fuite des cerveaux" qu'elle représente souvent : "*En Haïti et en Jamaïque, huit diplômés universitaires sur dix partent pour l'étranger. Au Sierra Leone et au Ghana, c'est le cas de cinq diplômés sur dix. De nombreux pays d'Amérique centrale et d'Afrique subsaharienne, ainsi que certains pays insulaires des Caraïbes et du Pacifique, affichent des taux de migration des personnes très qualifiées de plus de 50 %.*"

En Afrique subsaharienne, les travailleurs qualifiés ne représentent que 4% de la population active, mais constituent 40 % des migrants. Pis, 20 % des travailleurs qualifiés d'Afrique subsaharienne ont migré. Mais très souvent, ils ont beaucoup de mal à trouver au Nord un emploi correspondant à leur niveau d'instruction, d'où un "gaspillage de cerveaux" selon les experts de la Banque mondiale. Mais quand on observe le monde depuis 20 ans, tout laisse penser qu'à la Banque mondiale aussi, il y a un certain gaspillage de cerveaux...

 DAMIEN MILLET

DETTE EN PALESTINE

Pour comprendre les 19e et 20e siècles en noir et blanc, regardons en couleur du côté de la Palestine d'où revient James Wolfensohn, ancien président de la Banque mondiale, au nom du Quartet (ONU, Etats-Unis, Union européenne, Russie). Il y a là une vraie leçon d'Histoire car les territoires palestiniens sont occupés et... endettés.

Déjà lors des indépendances du Tiers Monde, les créanciers du Nord, pris de court, inventèrent des dettes pour pérenniser la dépendance des nouvelles nations. La recette était si bonne qu'au 21e siècle, ils recommencent. Plus besoin d'entretenir une armée et une administration sur place. Les créanciers profitent de l'occupation illégale et brutale de la nation palestinienne par l'armée israélienne et s'appuient pour cela sur l'Autorité palestinienne, plutôt corrompue d'ailleurs.

Avant 2002, on considérait que l'Autorité palestinienne dépendait de l'aide extérieure et n'avait pas de dette extérieure officielle. Pas très intéressant pour les créanciers. Séance tenante, les États membres du G8, cénacle de créanciers par excellence, ont promis, l'été dernier, d'apporter 3 milliards de dollars dans les années à venir à l'Autorité, disons plutôt 3 milliards de dettes... La mission de Wolfensohn avait pour but officiel de relancer l'économie des Territoires, en vérité d'endetter durablement les Palestiniens.

C'est ainsi qu'aujourd'hui on vient à parler ouvertement de la dette extérieure de l'Autorité palestinienne, qui n'est toujours pas un Etat : elle atteignait 892 millions de dollars à la fin 2003, ce qui représente 80% des revenus publics et 39% du PIB. Cette dette extérieure colossale, qui ne comprend pas la dette intérieure envers des créanciers internes, impose une charge très lourde et aura des conséquences irréversibles sur le peuple palestinien : augmentation de la pauvreté, détérioration importante des conditions de vie...

Peu importe pour Wolfensohn qui a déclaré : *"Aussi longtemps que l'Autorité palestinienne n'aura pas instauré un contrôle civil satisfaisant (...), il sera très difficile de convaincre des gouvernements ou des investisseurs privés que quelque chose a changé et qu'il vaut la peine de faire des affaires dans cette région du monde"*. Il pousse donc à ne pas augmenter les salaires des fonctionnaires et à maintenir la pression fiscale sur les particuliers. Il demande la levée des obstacles à la libre circulation des marchandises et à la privatisation de tout ce qui est public. Pas un mot sur l'augmentation inouïe du budget (militaire) de la sécurité palestinienne (équipée par la CIA et cie), aux dépens des budgets d'éducation et de santé. Pas un mot sur les ravages humains, sociaux, politiques et culturels occasionnés par l'occupation israélienne.

Le jeu économique en Palestine aujourd'hui ressemble à une nouvelle forme de traite triangulaire : 1/ répression et destruction par l'armée israélienne, 2/ contrôle social des Palestiniens par l'Autorité et sa sécurité pléthorique, 3/ une fois le territoire sous contrôle, reconstruction à crédit par les créanciers.

L'équation est toujours la même : plus de destruction, de domination et d'esclavage = plus de dettes.

■ GUILLERMO SINTES DIAZ

BRÈVES

+ Sursaut à l'Unesco

L'Unesco a adopté, en octobre 2005, la **Convention sur la protection et la promotion de la diversité culturelle**, malgré l'opposition des Etats-Unis et d'Israël. Cette convention est essentielle dans le contexte de libéralisation forcée, notamment dans le domaine culturel, dont l'OMC est un fer de lance. Elle vise à affranchir les diverses "expressions culturelles" des règles régissant le commerce international, faisant ainsi de la culture une exception pouvant être subventionnée par les Etats. Sa valeur contraignante pour les Etats signataires lui donne une force inestimable car elle peut être utilisée lors des discussions à l'OMC. Les Etats-Unis ont mené une vraie bataille puisqu'ils avaient déposé une vingtaine d'amendements vidant la Convention d'une bonne partie de sa substance. Ils ont tous été rejetés, prouvant que l'impérialisme états-unien peut être battu en brèche en l'absence d'un droit de veto. Dès que trente Etats l'auront ratifiée, cette convention entrera en vigueur. Restons vigilants.

+ Que d'eau !

Les campagnes médiatiques des géants de l'agro-alimentaire (Danone, Nestlé, etc.) répandent l'idée que **l'eau en bouteille** est plus pure que l'eau du robinet. Or c'est faux ! Par exemple, les études réalisées sur la ville de Cleveland (Etats-Unis) prouvent qu'un quart des eaux embouteillées contient un taux de bactéries important. De plus, en général, l'apport nutritionnel est négligeable. L'eau du robinet coûte entre 250 et 10 000 fois moins cher que l'eau en bouteille, dont l'industrie pèse 46 milliards de dollars dans le monde. Signalons qu'avec juste 1,7 milliard de dollars supplémentaires par an, on peut garantir un accès universel à l'eau potable. Et avec 9,3 milliards de dollars additionnels, on peut garantir un accès universel à des infrastructures sanitaires correctes. Régler définitivement le problème de l'eau et des conditions d'hygiène ne coûterait donc qu'un quart des sommes dépensées pour l'achat d'eau en bouteille qui n'est pas meilleure que l'eau du robinet. Un secret même : il se murmure que l'eau du robinet gérée dans l'intérêt de tous par un service public de qualité a un petit goût bien plaisant pour les neurones...

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : nov. 2005

Photos : Marie-France Bouchoux

Mon rêve, rejoindre le CADTM !

B20

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____ @ _____

☐ Adhère au CADTM France : ☐ 10 euros ☐ 5 euros (petits revenus)

☐ M'abonne aux publications du CADTM : ☐ 38 euros ☐ 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**